

## Veolia va construire une usine de traitement d'eau à Dakar au Sénégal

Veolia, à travers ses filiales OTV et SADE, vient de remporter le contrat pour la conception et la réalisation à Dakar d'une station de déferrisation de l'eau, pour le compte de la Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES).

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme mené par la SONES qui vise à augmenter notablement la desserte en eau potable

de Dakar et sa banlieue, tout en améliorant la qualité de l'eau distribuée. L'approvisionnement en eau de la ville de Dakar est assuré en partie par des forages dont les eaux sont caractérisées par une teneur en fer élevée.

Ainsi, pour améliorer en particulier la qualité de l'eau distribuée en banlieue de l'agglomération dakaroise, la SONES a décidé la construction d'une station de déferrisation afin de traiter notam-

ment l'excès de fer contenu dans les eaux des forages.

Veolia concevra et construira une installation capable de traiter 40 000 m<sup>3</sup> d'eau par jour. Cette installation prévoit une aération de l'eau brute, un traitement physico-chimique, puis une filtration sur sable. Le traitement est complété par une désinfection au chlore produit sur site par électrochloration.

Ce contrat représente un chiffre

d'affaires de 7,6 millions d'euros.

Ce succès, le premier notamment pour OTV à Dakar, est une confirmation des ambitions de Veolia de se développer et d'accompagner durablement le secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal.

La SONES, société de patrimoine de l'hydraulique urbaine et périurbaine, est le Maître d'Ouvrage de ce projet financé par un prêt de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). ■

### SALONS, CONGRÈS, CONFÉRENCES

## Risques climatiques et déficits en eau : deux journées pour faire le point

Rivières à sec, arrêts sécheresse, arrêts d'exploitation... Dans plusieurs régions de

France, nous devons d'ores et déjà faire face à des situations de manque d'eau pour

satisfaire tous les usages. Si on ne fait rien, les situations de crise vont se multiplier, jusqu'à pénaliser le développement économique sur les territoires. Deux journées techniques sont consacrées le 16 mars prochain à cette problématique.

L'Eau, se déroulera à Paris et portera sur l'évaluation des conséquences hydrologiques du réchauffement du climat. Une première partie sera consacrée à la présentation de travaux scientifiques permettant de mieux connaître les dernières évolutions constatées sur le climat en France (température, précipitation, déficit hydrique) et des variables associées (nappes, régime des cours d'eau, état des glaciers, des milieux aquatiques et de la qualité des eaux) et sur les évolutions futures au XXI<sup>ème</sup> siècle. Une seconde partie portera sur les résultats de projets de recherche récents visant à progresser dans l'évaluation future des ressources en eau et des usages, et à la mise en évidence de situations potentielles critiques.

Renseignements et inscriptions: <http://www.france-sud.ird.fr/toute-l-actualite/les-manifestations/journee-technique-partage-de-l-eau-a-l-heure-du-changement-climatique-la-solution-le-plan-de-gestion-de-la-ressource-en-eau> et <http://www.shf-hydro.org/216-1-manifestations-16.html>. ■

La première, organisée par Agropolis, se déroulera à Montpellier et réunira élus, techniciens des collectivités, représentants de l'État, du monde industriel, agricole et associatif, bureaux d'études... Elle s'attachera à promouvoir la concertation entre acteurs d'un même territoire: se mettre autour d'une table pour bâtir ensemble un plan de gestion de la ressource (PGRE) est sans doute la bonne méthode. Mais comment faire? Quels bénéfices pour le territoire? Comment lever les obstacles? Quelles conséquences sur les financements de l'agence de l'eau? C'est à ces questions et à bien d'autres que cette journée s'efforcera de répondre.

La seconde, organisée conjointement par l'AFPCN, la SHF, l'AFEID et l'Académie de